

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

**MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE
LA PROTECTION DE LA NATURE ET DU
DEVELOPPEMENT DURABLE**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

**MINISTRY OF ENVIRONMENT, PROTECTION OF
NATURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT**

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD**

000221

AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION
N° _____/DC/MINEPDED/CIPM/2023 DU 18 SEPT 2023
**POUR LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT DES FORAGES DANS LES SITES A
REBOISER EN 2023**

FINANCEMENT : COMPTE D'AFFECTATION SPECIAL (CAS/EXERCICE 2023)

1. Contexte et justification

La mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification (CNULCD) au Cameroun a pour fondement le Plan d'Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD) élaboré depuis 2006 par le Gouvernement du Cameroun à travers le ministère en charge de l'environnement. Ce Plan identifie la zone soudanienne et la zone sahélienne du pays comme les plus touchées par la désertification et la sécheresse. Ainsi, les Régions de l'Extrême-Nord et du Nord rentrent dans la zone d'intervention prioritaire. L'objectif global du PAN/LCD vise à inverser les tendances à la désertification/dégradation des terres pour lutter contre le changement climatique. Il vise également à lutter contre la sécheresse en apportant aux populations locales des mesures d'atténuation et de résilience.

Les régions de l'Extrême-nord et du Nord sont victimes des insulations intenses en saison sèche allant de mars à juin. Les activités humaines telles que les feux de brousse incontrôlés, les défrichements pour l'exploitation agricole, le surpâturage et les coupes illégales de bois pour l'énergie domestique sont les causes principales des dégradations du couvert terrestre et de la perte de la biodiversité. On assiste à la disparition de certaines espèces utiles telles que le balanites aegyptiaca, zizyphus sp., anogeisus leocarpus, parkia biglobosa, ficus sp. qui constituaient la base de l'équilibre dans la chaîne alimentaire de ces écosystèmes. A travers ces différentes espèces locales, la population y trouvait la nourriture, le bois et les médicaments. La faune était constituée des mammifères, des oiseaux, des reptiles et divers insectes. Depuis bientôt trois décennies, la densité de la population a augmenté et la menace sur les ressources ligneuses sont grandissantes.

Inversement, le couvert terrestre se dégrade, la faune s'enfuit, la température augmente, les sols se dégradent et la pauvreté fait son lit. Cette situation expose les groupes sociaux aux conflits armés, aux migrations vers la partie méridionale du pays et à l'insécurité alimentaire.

Si rien n'est fait, on court vers une catastrophe sans précédent.

Les données récentes en matière de dégradation des écosystèmes indiquent 3 316 770 ha des espaces dégradés pour la région de l'Extrême-Nord et presque le même chiffre dans la région du Nord.

L'article 75 de la Loi N° 96/12 du 5 août 1996, portant loi-cadre relative à la gestion de l'environnement stipule que « Toute opération contribuant à enrayer l'érosion, à combattre efficacement la désertification, ou toute opération de boisement ou de reboisement, toute opération contribuant à promouvoir l'utilisation rationnelle des ressources renouvelables, notamment dans les zones de savane et la partie septentrionale du pays bénéficie d'un appui du Fonds prévu par la présente loi ».

Pour mettre en œuvre le PAN/LCD, le MINEPDED a initié depuis plusieurs années dans la zone soudano-sahélienne, des opérations de reboisement, des actions de réduction de la pression sur les écosystèmes boisés et la sensibilisation à la promotion de l'arbre: Ainsi, le projet RENFORCEMENT DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET SAHEL VERT A TRAVERS L'INTEGRATION DES ESPECES RESILIENTES A HAUTE VALEUR ECONOMIQUE dans les départements du Diamaré, du Mayo-Kani, du Mayo Sava, dans la région de l'Extrême-Nord et le département de la Bénoué dans la région du Nord, à élire dans le financement du Fonds spécial de l'Environnement pour planter des arbres à hauteur de trois cent millions de francs CFA devra apporter un changement dans la vie des populations et l'équilibre des écosystèmes. Il consiste à planter des espèces locales tout en assurant le meilleur suivi en collaboration avec les services déconcentrés du MINEPDED.

Les espèces d'arbres indiquées sont généralement le balanites aegyptiaca, le zizyphus sp., l'anogeissus leocarpus, le parkia biglobosa, le ficus sp...

En ce qui concerne l'exercice budgétaire 2023, six (05) sites ont été reboisés avec un total de près de 2 000 ha de terres dégradées à restaurer et une mise en terre d'environ 450 000 jeunes arbres à planter.

L'entretien de ces plants par arrosage nécessite la disponibilité permanente en eau et quantité. Etant donné qu'à partir du mois de novembre la ressource en eau devient indisponible dans ces parties du pays, il est donc impérieux de réaliser les points d'eau notamment les forages dans les sites ou à proximité des sites à reboiser.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet de la présente demande de cotation ont pour objet la réalisation des travaux de cinq (05) forages dans cinq (05) sites de reboisement repartis dans le tableau ci-dessous :

N°	Localité	Arrondissement	Département	Région
1	Hamaladé	Bibémi	Bénoué	Nord
2	Ouazzan	Méri	Diamaré	Extrême-Nord
3	Béguélé	Maroua 1 ^{er}	Diamaré	Extrême-Nord
4	Doubané	Doubané	Mayo-Kani	Extrême-Nord
5	Doulo3	Mora	Mayo-Sava	Extrême-Nord

Il s'agira spécifiquement pour chaque site de :

- Etudier et Installer de chantier ;
- forer et équiper;
- Equipement – Développement ;
- Développer et Essayer la Pompage
- Faire la superstructure et fournir une Pompe immergée ;
- Fournir d'un groupe électrogène à Essence de 7 Kva
- Aménager un bac maçonné pour le stockage de l'eau.

3. Participation

La participation à la présente consultation est ouverte aux entreprises spécialisées dans la construction et l'équipement des forages, et/ou remplissant les conditions d'accès à la commande publique.

4. Financement

Les prestations objet de la présente demande de cotation, sont financées par le Compte d'Affectation Spécial (CAS/Exercice :2023).

5. Montant prévisionnel

Le coût prévisionnel de la prestation est de quarante millions (40 000 000) francs CFA toutes taxes comprises. :

6. Consultation et retrait de la demande de cotation

Le dossier peut être retiré aux heures ouvrables à la Direction des affaires générales du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable, Service des marchés, sis au 7^{ème} étage de l'immeuble ministériel n° 2, porte 704 ou 708, contre présentation paiement d'une somme non remboursable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA au Trésor public.

7. Caution de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission établie par une banque de premier ordre ou une compagnie d'assurance agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure dans la pièce 12, d'un montant de huit cent mille (800 000) francs CFA valable pendant trente (30) jours au-delà de la date originale de validité des offres.

8. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais, en sept (7) exemplaires dont un (1) original et six (6) copies marqués comme tels, devra parvenir au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'immeuble ministériel n°2, 7^{ème} étage, portes 704 ou 708, téléphone, au plus tard le à 14 heures précises et devra porter la mention :

09 OCT 2023



AVIS DE CONSULTATION POUR UNE DEMANDE DE COTATION
N° 027 /DC/MINEPDED/CIPM/2023 DU 18 SEPT 2023
POUR LA CONSTRUCTION ET L'EQUIPEMENT DES FORAGES DANS LES SITES A
REBOISER EN 2023

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

9. Ouverture des offres

L'ouverture des plis se fera un temps.

L'ouverture des dossiers de consultation se fera le 09 OCT 2023 à 15 heures, par la Commission Interne de Passation des Marchés du MINEPDED siégeant à l'occasion, dans la salle de conférence de la Brigade des Inspections Environnementales sise à la montée Ane Rouge.

Seuls les Soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

10. Vérification de la conformité et comparaison des offres

La Commission interne de passation des marchés procédera à la vérification de la conformité et à la comparaison des offres dans l'ordre suivant :

- examen de la conformité des pièces administratives ;
- examen de la conformité des offres du point de vue des délais et des spécifications techniques ;

- vérification des opérations arithmétiques, en utilisant le cas échéant les prix unitaires en lettres pour procéder aux corrections nécessaires ;
- élaboration d'un tableau récapitulatif des offres.

La Commission interne de passation des marchés fera ensuite usage des critères éliminatoires et essentiels ci-après :

Critères éliminatoires

- Absence de la caution de soumission ;
- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative après le délai de 48 heures accordé par la Commission ;
- Fausse déclaration ou présence de pièce falsifiée dans les offres du Soumissionnaire ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le Soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années ;
- Preuve d'avoir un forage (factures, contrat de location) ;
- Respecter au moins 3 sur 4 des critères essentiels.

Critères essentiels

- Preuve d'avoir un véhicule pick-up (Carte grise, contrat de location) ;
- Preuve d'avoir du matériel de chantier
- Déclaration sur l'honneur de connaître les localités ;
- Prospectus de la pompe émergée et du groupe électrogène.

Pour être retenu, le soumissionnaire devra respecter au moins 3 sur 4 des critères essentiels.

11. Attribution

Sur proposition de la Commission interne de passation des marchés, le marché sera attribué à l'entreprise qui remplira les conditions mentionnées à l'article 10 du présent avis et dont la proposition financière aura été évaluée la moins disante.

12. Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations objet de la présente demande de cotation est de soixante (60) jours, dès notification de l'ordre de service de commencer l'exécution des travaux.

13. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement durable sis à l'immeuble ministériel n°2, 7ème étage, portes 704.

Yaoundé, le **18 SEPT 2023**

**LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE LA PROTECTION
DE LA NATURE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE**



LE PIERRE

AMPLIATIONS :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- SOPECAM ;
- Président CIPM ;
- Service des marchés (Pour archivage)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Peace – Work– Fatherland

**MINISTRY OF ENVIRONMENT,
PROTECTION OF NATURE AND
SUSTAINABLE DEVELOPMENT**



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work- Fatherland

**MINISTRY OF ENVIRONMENT, PROTECTION OF
NATURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT**

**COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES
INTERNAL TENDERS' BOARD**

NOTICE OF CONSULTATION FOR A QUOTATION REQUEST 8 SEPT 2023
No. 22/DC/MINEPDED/CSPM/2023 OF
**FOR THE CONSTRUCTION AND EQUIPMENT OF BOREHOLES IN SITES TO BE
REFORESTED IN 2023**

FUNDING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET/MINEPDED

1. Background and rationale

The implementation of the United Nations Convention to Combat Desertification (UNCCD) in Cameroon is based on the National Action Plan to Combat Desertification (PAN/LCD) developed since 2006 by the Government of Cameroon through the Ministry in charge of environment. This Plan identifies the Sudanian zone and the Sahelian zone of the country as the most affected by desertification and drought. Thus, the Far North and North Regions fall into the priority intervention zone. The overall objective of PAN/LCD is to reverse desertification/land degradation trends to combat climate change. It also aims to combat drought by providing local populations with mitigation and resilience measures.

The Far North and the North Regions are victims of intense sunstroke in the dry season from March to June. Human activities such as uncontrolled bushfires, land clearing for agricultural exploitation, overgrazing and illegal logging for domestic energy are the main causes of land cover degradation and loss of biodiversity. Some useful species such as *balanites aegyptiaca*, *zizyphus* sp., *anogeisus leocarpus*, *parkia biglobosa* and *ficus* sp. are endangered, forming the basis of the balance in the food chain of these ecosystems. People use these various local species for food, wood and medicines. The wildlife consisted of mammals, birds, reptiles and various insects. For nearly three decades, the population density has increased and the threat to wood resources has grown.

Conversely, land cover is deteriorating; wildlife is fleeing; temperatures are rising, soils are degrading and poverty is taking hold. This situation exposes social groups to armed conflict, migration to the southern part of the country and to food insecurity.

If nothing is done, we are heading for an unprecedented catastrophe.

Recent data on ecosystem degradation show 3,316,770 ha of degraded areas in the Far North Region and almost the same figure in the North Region.

Article 75 of Law No.96/12 OF 5 AUGUST 1996, relating to environmental management, provides that "Any operation contributing to the elimination of erosion and the effective fight against desertification, and to the promotion of the rational use of renewable resources, especially in the savannah zones and the northern part of the country shall benefit from a support from the fund provided for by this law."

To implement PAN/LCD, MINEPDED has initiated for several years in the Sudano-Sahelian zone, reforestation operations, actions to reduce pressure on wooded ecosystems and awareness-raising on the promotion of trees: Thus, the project entitled "STRENGTHENING THE IMPLEMENTATION OF THE SAHEL GREEN PROJECT THROUGH THE INTEGRATION OF RESILIENT SPECIES WITH HIGH ECONOMIC VALUE" in the Diamare, Mayo-Kani and Mayo Sava Divisions, in the Far North Region, and the Benoue Division in the North Region, to be elected in the financing of the Special Environmental Fund to plant trees worth three hundred million CFA francs shall bring change in people's lives and balance ecosystems. It consists of planting local species while ensuring the best monitoring in collaboration with MINEPDED decentralised services.

The tree species indicated are generally *balanites aegyptiaca*, *zizyphus* sp., *anogeissus leocarpus*, *parkia biglobosa*, *figus* sp...

With regard to the 2023 budget year, six (6) sites have been reforested with a total of nearly 2,000 ha of degraded land to be restored and approximately 450,000 young trees to be planted.

Maintaining these plants by watering requires permanent availability of water. Given that beginning from the month of November, water resources become unavailable in these parts of the country, it is therefore imperative to create water points, particularly boreholes in sites or near the sites to be reforested.

2. Nature of services

The services covered by this request for quotation include the construction work of five (5) boreholes in five (5) reforestation sites distributed in the table below:

No.	Locality	Sub-division	Division	Region
1	Hamalade	Bibemi	Benoue	North
2	Ouazzan	Meri	Diamare	Far North
3	Beguele	Maroua I	Diamare	Far North
4	Doubane	Doubane	Mayo-Kani	Far North
5	Doulo3	Mora	Mayo-Sava	Far North

This will specifically involve for each site:

- studying and installing site;
- drilling and equipping;
- equipping and developing;
- developing and trying pumping;
- making the superstructure and providing a submersible pump;
- supplying a 12 Kva Diesel generator;
- analysing and treating water;
- creating a masonry tank for water storage.

3. Participation

Participation in this consultation is open to companies specializing in the construction and equipment of boreholes, and/or meeting the conditions for access to public procurement.

4. Funding

The services covered by this quotation request shall be financed by MINEPDED Special Appropriation Account (CAS/2023 financial year).

5. Estimated cost

The estimated cost of this service all taxes included shall be forty million (40,000,000) CFA francs.

6. Consultation and collection of the quotation request

The file can be collected during working hours at the Department of General Affairs of the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, Public Contract Service, located in the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, upon presentation of payment of a non-refundable sum of twenty-five thousand (25,000) CFA francs to the Public Treasury.

7. Bid bond

Each tenderer shall attach to his/her administrative documents a bid bond issued by a first class bank or an insurance company approved by the Ministry of Finance and of which the list features in document 12 of the Consultation File, in the amount of eight hundred thousand (800,000) CFA francs, valid for thirty (30) days after the original validity date of tenders.

8. Submission of tenders

Each file, drafted in English or in French in seven (7) copies, including one (1) original and six (6) copies marked as such, should be submitted to the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development located in the Ministerial Building No. 2, 7th Floor, Room 704 or 708, not later than 09 OCT 2023, at 2 prompt and shall bear the following inscription:

 **NOTICE OF CONSULTATION FOR A QUOTATION REQUEST**
No 0002 /DC/MINEPDED/CSPM/2023 OF 08 SEPT 2023
FOR THE CONSTRUCTION AND EQUIPMENT OF BOREHOLES IN SITES TO BE
REFORESTED IN 2023

"To be opened only during the counting session".

9. Opening of bids

The opening of bids will take place in one (1) stage.

The opening of administrative documents and technical bids will take place on 09 OCT 2023 at 3 p.m. prompt, by MINEPDED Internal Committee Tenders' Board, sitting on this occasion in the conference room of the Environmental Inspections Brigade located at Montée Ane Rouge.

Only bidders may attend this opening session or be duly represented therein by an authorized person of their choice.

10. Compliance review and comparison of offers

The Internal Tenders' Board shall review compliance and compare offers in the following order:

- compliance review of administrative documents;
- compliance review of offers based on deadlines and technical specifications;
- verification of arithmetic operations, using unit prices in words where necessary to make the necessary corrections;
- preparation of a summary table of offers.

The Internal Tenders' Board shall then use the following eliminating criteria:

Elimination criteria

- a) Absence of the bid bond;
- b) Absence or non-compliance with an administrative document after the 48-hour deadline granted by the Board;
- c) False declaration or presence of falsified documents in the Bidder's offers;
- d) Absence of the signed statement attesting that the Tenderer has not abandoned any contract over the past three years;
- e) Proof of having a borehole (invoices, rental contract);
- f) Meet at least 3 out of 4 of the essential criteria.

Essential criteria

- g) a) Proof of having a pick-up vehicle (registration card, rental contract);
- h) b) Proof of having construction equipment
- i) c) Declaration on the honor of knowing the localities;
- j) d) Prospectus for the submerged pump and the generator.

11. Contract award

On the proposal of the Internal Tenders' Board, the contract shall be awarded to the company which meets the conditions mentioned in article 10 of this notice and whose financial proposal has been evaluated as the lowest.

12. Duration

The time limit for the execution of the services covered by this quotation request shall be sixty (60) days, upon notification of the service order to begin the execution of the work.

13. Complementary information

Complementary information are available, during working hours, at the Ministry of Environment, Protection of Nature and Sustainable Development, located in the Ministerial Building No.2, 7th Floor, Room 704.

Yaounde, 18 SEPT 2023

THE MINISTER OF ENVIRONMENT, PROTECTION
OF NATURE AND SUSTAINABLE DEVELOPMENT



LE PIERRE

COPIES TO:

- MINMAP
- ARMP
- SOPECAM
- CSPM Chairperson
- Public Contract Service (for archiving)